

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS FRANCE

2820 RTE DE SAUVETERRE
PORTE A
64 120 Arberats-Sillegue

Références :DREAL/2025
Code AIOT : 0005206152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement COLAS FRANCE implanté 2820 RTE DE SAUVETERRE PORTE A 64 120 Arberats-Sillegue. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS FRANCE
- 2820 RTE DE SAUVETERRE PORTE A 64120 Arberats-Sillegue
- Code AIOT : 0005206152
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLAS France exploite, sur la commune d'Arberats,

- une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers soumise à enregistrement ;
- une centrale d'enrobage à froid et une centrale à bétons soumises à déclaration,.

Dans le cadre de la modernisation du site d'Arbérats-Sillègue, COLAS France a réalisé différentes modifications notamment en matière de gestion des eaux.

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 a acté les modifications apportées aux installations. La centrale d'enrobage à chaud est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives et correctrices afin de résorber les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets

Prescription contrôlée :

Eaux pluviales et eaux usées : effluents 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°05/IC/200 du 22 avril 2005 est remplacé comme suit :

« 15.1 - Eaux pluviales et eaux usées : effluents 1,2

Le rejet des effluents au milieu naturel ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentrations (en mg/l)
Matières en suspension (MES)	30
Demande Chimique en oxygène (DCO)	125
Hydrocarbures totaux	5

La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C.

Le pH est compris entre 5,5 et 8,5.

Constats :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 identifie les deux catégories d'effluents qui sont rejetés dans le milieu naturel, après traitement :

1. les eaux usées : les eaux de lavages, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

2. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches, les eaux de cantine.

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 fixe des valeurs limites plus contraignantes que celles prévues à l'article 5.9 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 précité.

L'exploitant nous a adressé le rapport d'analyses du 07/11/2025 des rejets aqueux, dont les résultats sont comparés aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral :

Valeurs limites de l'arrêté du 23/04/2024		Résultats d'analyses du 07/11/2025
Substances	Concentrations (en mg/l)	
Matières en suspension (MES)	30	53
Demande Chimique en oxygène (DCO)	125	36,4
Hydrocarbures totaux	5	0,11
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	9,9

température	< 30°C	13,6
Les résultats montrent un dépassement de la valeur limite au niveau des matières en suspension et du pH.		
Demande formulées à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adresse un rapport sur les causes des dépassements des valeurs limites mesurées le 07/11/2025. Ce rapport présente les mesures prises pour prévenir l'apparition de nouvelles non-conformités.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 2 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2024, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets

Prescription contrôlée :

L'article 22.1 - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés de l'arrêté préfectoral n°05/IC/200 du 22 avril 2005 est remplacé comme suit :
22.1 - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

	Puissance thermique (en MW)	Combustible
Générateur n°2 Brûleur du tambour sécheur malaxeur	6,7	Fioul lourd

L'article 22.3 - Valeurs limites de rejet de l'arrêté préfectoral n°05/IC/200 du 22 avril 2005 est remplacé comme suit :
« 22.3 - Valeurs limites de rejet
Les gaz issus du tambour sécheur malaxeur respectent les valeurs suivantes :

Générateur n°2 Brûleur du tambour sécheur malaxeur	Concentrations maximales (en mg/Nm³)
Poussières	20
SO₂	150
NOx en équivalent NO₂	150
COV	110

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes : gaz humides, température 273°K, pression 101,3 kPa et 17 % d'O₂.

Constats :

L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 fixe des valeurs limites plus contraignantes que celles prévues à l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 précité.

L'exploitant nous a adressé le rapport d'analyse du 05/04/2023 dont les résultats sont comparés aux valeurs limites :

Générateur n°2 Brûleur du tambour sécheur malaxeur	Concentrations maximales (en mg/Nm ³)	Résultats d'analyse du 05/04/2023
Poussières	20	35,18
SO ₂	150	256,03
NOx en équivalent NO ₂	150	128,84
COV	110	34,02

Les résultats des mesures du 05 avril 2023 font apparaître un dépassement des valeurs limites pour les paramètres poussières et dioxyde de soufre.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

1. L'exploitant transmet un rapport sur les causes des dépassements constatés lors des analyses des rejets atmosphériques du 05/04/2023 et les mesures prises pour prévenir l'apparition de nouvelles non-conformités ;
2. L'exploitant transmet les rapports de la surveillance des rejets atmosphériques 2024 et 2025 (voir fiche 4).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets	
Prescription contrôlée :	
L'article 6.7 de l'arrêté ministériel prévoit le respect de valeurs limites pour les substances suivantes, autres que celles décrites au niveau de la fiche 2 :	
Paramètres	Valeurs limites
Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène, et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351 : flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h.	2 mg/m ³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)
Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h	0,05 mg/m ³ par métal 0,1 mg/m ³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl)
Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h	1 mg/m ³ (exprimée en As + Se + Te)
Rejets de plomb et de ses composés : flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h	1 mg/m ³ (exprimée en Pb)
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques benzo (a) pyrène ; naphthalène	0,2 mg/Nm ³ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)
Constats :	
L'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 prévoit que "les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation."	
La centrale d'enrobage fonctionne au fioul lourd. Le site n'est pas desservi par le réseau de distribution de gaz naturel. Les polluants visés ci-dessus sont donc susceptibles d'être émis.	

L'exploitant n'a pas justifié avoir procédé à une surveillance de l'ensemble des polluants visés aux articles 6.7 et 9.2 de l'arrêté du 09/04/2019, ou justifié techniquement l'absence d'émission de ces substances.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait réaliser, par un laboratoire agréé par le ministère en charge de la transition écologique, les paramètres visés aux articles 6.7 et 9.4 de l'arrêté ministériel du 19/04/2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air
Prescription contrôlée : Compte-tenu des flux émis, l'article 9.2 de l'arrêté ministériel prévoit une surveillance annuelle des émissions dans l'air des composés visés aux articles 6.7 et 9.2.
Constats : Le dernier rapport d'analyses des émissions dans l'air de la centrale d'enrobage à chaud date de 2023.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les rapports d'analyses des émissions dans l'air de la centrale d'enrobage à chaud pour 2024 et 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : Surveillance des émissions sonores. L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les premières mesures sont réalisées au cours des six premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois, une campagne de mesures est effectuée au plus tard dans les trois mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.
Constats : L'exploitant nous a transmis le rapport de mesure des niveaux de bruit dans l'environnement en date du 16 septembre 2025. Un point de mesure LP 6 en limite de propriété sud du site a une valeur supérieure à la valeur limite réglementaire : 72,5 dB(A) mesuré pour un seuil fixé à 70 dB(A).
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un rapport sur les causes du dépassement mesuré le 16/09/2025 et les mesures prises pour prévenir l'apparition de nouvelles non-conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rejet des eaux pluviales. En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV. Les installations sont équipées systématiquement d'un dispositif de décantation et d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues ou dispositifs ayant la même fonctionnalité.</p> <p>L'article 43 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 prévoit :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous a transmis un certificat de vidange des séparateurs d'hydrocarbures de l'aire de lavage et de la centrale d'enrobage, en date du 15/09/2025, établi par Adour Débouchage Assainissement.</p> <p>L'exploitant nous a transmis le bordereau de suivi de déchets (boues d'hydrocarbures) relatif aux opérations de vidange du 15/09/25, édité le 05 décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite